

Voies de recours

1. Contestation par les créanciers de la décision de recevabilité.

a. Saisine du tribunal d'instance.

La lettre de notification de la décision de recevabilité précise les modalités de recours formé par déclaration remise ou adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au secrétariat de la commission.

Les créanciers peuvent contester cette décision dans un délai de 15 jours décompté comme suit : à compter du lendemain de la réception de la lettre recommandée jusqu'au jour de l'envoi de la lettre de recours.¹

Lorsque la commission est saisie d'un recours, elle le transmet au greffe du tribunal d'instance territorialement compétent.²

Le recours formé à l'encontre de la décision de recevabilité n'a pas d'effet suspensif.³

b. Déroulement de la procédure.

Le juge du surendettement a la possibilité de :⁴

- convoquer les parties intéressées à l'audience, du fait que c'est une procédure orale dispensée du ministère d'avocat ;
 - ou les inviter à produire leurs observations écrites en joignant une copie du recours, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
- Le principe du contradictoire doit alors être respecté.⁵

Chaque organisme doit se rapprocher du tribunal pour prévoir des modalités prévues.

Lors de l'audience, le juge examine en premier lieu l'éligibilité du débiteur à la procédure de surendettement, sa bonne foi, et sa situation de surendettement.

- Les créances Caf sont par définition des dettes non professionnelles dont le débiteur est une personne physique ;
- Seuls les critères de la bonne foi et de l'état d'endettement seraient donc susceptibles de recours. Dans les faits, il nous paraît opportun de ne contester que la bonne foi, au regard d'éventuelles manœuvres frauduleuses de l'allocataire.

¹ Article R.722-1 alinéa 3 C. consom, 640 et suivants du Code de procédure civile (CPC)

² Articles R.713-1 et R.713-2 C. consom.

³ Article R.722-3 C. consom.

⁴ Article R.713-4 C. consom.

⁵ Article 6 CPC

La décision du juge est notifiée par le greffe du tribunal d'instance, avec voies et délais de recours, au débiteur et à ses créanciers par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La commission est informée par lettre simple.⁶

c. Effets du jugement.

Le jugement est rendu en dernier ressort et donc non susceptible d'appel.⁷

Les décisions prononcées sont immédiatement exécutoires.⁸

Si le juge du surendettement statue sur la recevabilité de la demande, sa décision ne pourra pas faire l'objet d'un pourvoi en cassation.⁹

En revanche, le jugement confirmant une décision d'irrecevabilité est susceptible d'un pourvoi en cassation puisqu'il met fin à la procédure.

2. Contestation par les créanciers des mesures imposées.

La Caf doit émettre une contestation motivée, remise ou adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au secrétariat de la commission dans les 30 jours suivant la date de notification des mesures envisagées.¹⁰

La contestation est transmise au greffe du tribunal d'instance avec le dossier.¹¹

Les parties sont convoquées par le tribunal 15 jours au moins avant la date de l'audience de contestation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.¹²

Avant de statuer et à la demande d'une partie, le juge peut ordonner l'exécution d'une ou plusieurs mesures prévues par la commission. Cette ordonnance n'est pas susceptible d'appel.¹³

Le juge peut décider de prononcer directement un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.¹⁴

Si le juge constate que le débiteur n'est pas en situation irrémédiablement compromise, il rejette la demande par voie d'ordonnance et le dossier est renvoyé à la commission.¹⁵

⁶ Article R.713-11 C. consom.

⁷ Article R.713-5 C. consom.

⁸ Article R.713-10 C. consom.

⁹ CIV 1^{ère} du 27 mars 2001, pourvoi 00-04.059 : « Les décisions statuant sur la recevabilité de la demande de traitement de la situation de surendettement du débiteur [...] ne tranchent qu'un incident de la procédure de surendettement. Par suite, est irrecevable [...] le pourvoi formé par un créancier contre le jugement du juge de l'exécution admettant la recevabilité de la demande dès lors que cette décision ne met pas fin à l'instance et ne procède pas d'un excès de pouvoir. »

¹⁰ Article R.733-6 C. consom.

¹¹ Article R.733-9 C. consom.

¹² Articles R.733-16 et R.713-4 (procédure par jugement) C. consom.

¹³ Article R.733-14 C. consom.

¹⁴ Article L.733-13 alinéa 2 C. consom.

¹⁵ Articles L.743-2 et R.743-2 C. consom.

Le jugement par lequel le tribunal d'instance se prononce sur la contestation est susceptible d'appel.¹⁶

La procédure d'appel comporte un délai de recours de 15 jours, est dispensée du ministère d'avocat et n'a pas d'effet suspensif, sous réserve d'une demande de sursis à exécution.¹⁷

Remarque : dans le cadre d'un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire, sur décision de la commission ou prononcé par jugement, un avis de la décision est adressé pour publication au Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (Bodacc) par le greffe.¹⁸

Ces mesures de publicité permettent aux créanciers qui n'ont pas été avisés de la procédure de former tierce opposition à l'encontre du jugement dans un délai de 2 mois, en cas de créance frauduleuse notamment.¹⁹

3. Contestation par les créanciers de la procédure de rétablissement personnel.

La mesure de rétablissement personnel est notifiée au débiteur et aux créanciers par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le débiteur ou les créanciers disposent d'un délai de 30 jours à compter de la notification pour contester cette décision auprès du secrétariat de la commission.²⁰

En parallèle, la commission ordonne la publication de l'avis de la décision au Bodacc pour l'ouverture aux créanciers non avisés des voies de recours devant le tribunal d'instance, dans un délai de 2 mois à l'expiration duquel les créances sont éteintes.²¹

A défaut de contestation, le débiteur et les créanciers sont informés par la commission que la décision s'impose.²²

En présence d'une contestation, le dossier est transmis par la commission au tribunal d'instance.²³ Le débiteur peut également saisir directement le tribunal d'instance.²⁴

Le jugement rendu au titre du rétablissement personnel sans liquidation judiciaire et le jugement de clôture pour le rétablissement personnel avec liquidation judiciaire sont susceptibles d'appel suivant la procédure exposée précédemment.²⁵

¹⁶ Article R.733-17 C. consom.

¹⁷ Articles R.713-7, R.713-8 et R.713-10 C. consom.

¹⁸ Articles R.741-13 et R.741-17 C. consom.

¹⁹ Articles R.741-14 (décision commission) et R.741-18 (prononcé par jugement) C. consom.

²⁰ Articles R.724-7 et R.741-1 C. consom.

²¹ Articles L.741-3, R.741-2 et R.741-3 C. consom.

²² Article R.741-4 C. consom.

²³ Article R.741-5 C. consom.

²⁴ Article L.741-4 C. consom.

²⁵ Article R.741-12 C. consom.